

Kami Haeri
Membre du Conseil de l'Ordre

RAPPORT SUR LA RÉFORME DE L'ACCÈS INITIAL À LA PROFESSION D'AVOCAT

Novembre 2013

SOMMAIRE

Introduction

I. Les chiffres de l'accès initial à la profession

1.1 - Universités de Paris intra-muros

1.1.1 - Université Paris I

1.1.2 - Université Paris II

1.1.3 - Université Paris V

1.2 - Universités d'Ile-de-France

1.2.1 - Université Paris XI Sceaux

1.2.2 - Université Paris XII (Université Paris Est Créteil)

1.2.3 - Université Paris XIII (Université Paris Villetaneuse)

1.2.4 - Université d'Evry Val d'Essonne

1.2.5 - Université Paris X Nanterre

1.2.6 - Université de Cergy Pontoise

II - EFB

III - Intégration à la profession

IV – L'un des possibles impacts de l'augmentation du nombre d'entrants : la stagnation des revenus du jeune avocat

V – Réforme de l'accès initial

5.1 - Création d'un examen national

5.2 – Transfert vers les barreaux de l'organisation de l'examen, avec le concours des Universités

5.3 - Limitation du nombre de passages du CRFPA

5.4 – Suppression de l'épreuve écrite de spécialisation lors de la phase d'admissibilité

5.5 – Suppression de l'épreuve orale de spécialisation lors de la phase d'admission

5.6 – Fixation d'une moyenne générale à 12/20 pour la phase d'admission

5.7 – Instauration d'une note éliminatoire au « grand oral ».

Conclusion

INTRODUCTION

L'objet du présent rapport est de faire, à partir du bilan chiffré de l'accès initial à la profession d'avocat – dont les modalités de l'examen sont prévues par l'arrêté du 11 septembre 2003 – plusieurs propositions destinées, pour le Barreau de Paris, à :

- Valoriser la formation initiale dans son ensemble, en pleine concertation et coordination avec les Universités ;
- Assurer une meilleure intégration de celles et ceux qui souhaitent rejoindre la profession ;
- Se réappropriier un rôle central dans l'élaboration des conditions d'accès à la profession.

A titre préliminaire, il convient d'apporter deux précisions :

- Si les Ordres des avocats assurent la gestion du tableau des avocats, ils ne maîtrisent en rien l'accès à ce tableau, qui est déterminé exclusivement par les Universités à travers l'organisation de l'examen d'entrée dans les Centres Régionaux de Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA) ; examen dans l'organisation duquel les avocats ont un rôle limité (composition des jurys du CRFPA au même titre que les représentants de la magistrature, participation aux corrections, participation aux jurys validant les listes d'admissibilité, la péréquation et l'admission) ;
- Si la présente étude fait référence à des tendances qui ont été également relayées à travers les témoignages de professeurs d'Universités de province, les recommandations qui y sont exprimées sont établies à partir des chiffres consolidés des Universités de Paris et de la région parisienne. Nous espérons que cette réflexion pourra naturellement être étendue à l'ensemble du territoire.

Plusieurs phénomènes sont venus selon nous rendre ces réflexions aussi indispensables qu'urgentes :

- Une augmentation importante et continue du nombre d'inscrits à l'examen d'entrée au CRFPA ;
- Une difficulté de plus en plus grande pour l'EFB d'offrir un enseignement adapté et de qualité pour un nombre aussi important d'élèves avocats ;
- Un sentiment malheureusement répandu de malaise des élèves avocats à l'égard de leur formation à l'EFB (distance avec le corps enseignant, formation inadaptée, manque de motivation des professeurs, absence de temps pour donner des conseils plus personnalisés et adaptés aux difficultés et questions soulevées par les élèves) ;

- Une augmentation des disparités de richesse dans la profession ;
- Une stagnation voire un recul des revenus des avocats en première année d'exercice ;
- Un sentiment d'aléa autour de l'examen d'entrée au CRFPA, engendrant un recours massif à des préparations privées qui discréditent l'Université et le rôle des IEJ.

Ces difficultés rencontrées autour de la formation s'ajoutent à des défis nouveaux pour la profession : frictions autour du périmètre du droit, émergence d'un marché illicite du droit mené par des braconniers exerçant sans droit ni titre, externalisation de certains services vers l'étranger réduisant les parts de marché de la profession, détérioration de l'image des avocats auprès des pouvoirs publics.

Les 7 propositions qui sont formulées au terme de ce rapport, axées autour (i) d'une réappropriation par les barreaux de l'examen d'entrée au CRFPA et (ii) d'une augmentation de la sélection sont les suivantes :

- Création d'un examen national ;
- Transfert vers les barreaux de l'organisation de l'examen, avec le concours des Universités ;
- Limitation du nombre de passages du CRFPA ;
- Suppression de l'épreuve écrite de spécialisation lors de la phase d'admissibilité ;
- Suppression de l'épreuve orale de spécialisation lors de la phase d'admission ;
- Fixation d'une moyenne générale à 12/20 pour la phase d'admission ;
- Instauration d'une note éliminatoire au grand oral.

.../...

I - LES CHIFFRES DE L'ACCÈS INITIAL À LA PROFESSION

Jamais le Barreau de Paris n'a attiré autant d'étudiants en droit. Réjouissons-nous-en.

La filière « droit » est de plus en plus attractive, alors même que le droit n'est que très marginalement enseigné au lycée.

Il s'agit d'ailleurs d'une tendance généralisée à l'ensemble du territoire puisque le nombre d'inscrits dans les filières « droit » des Universités françaises a dépassé pour la première fois en 2012 le nombre de **200.000 étudiants**.

Nous avons pu recouper les différentes statistiques relatives à l'examen du CRFPA des différentes Universités de Paris et de la région parisienne qui, si elles n'alimentent pas toutes l'EFB, participent également à la dynamique du Barreau de Paris.

Précisions de méthodologie:

Les tableaux présentés ci-après n'ont pas tous le même nombre d'entrées dans la mesure où tous les IEJ n'ont pas fourni des informations de même type ni couvrant les mêmes périodes.

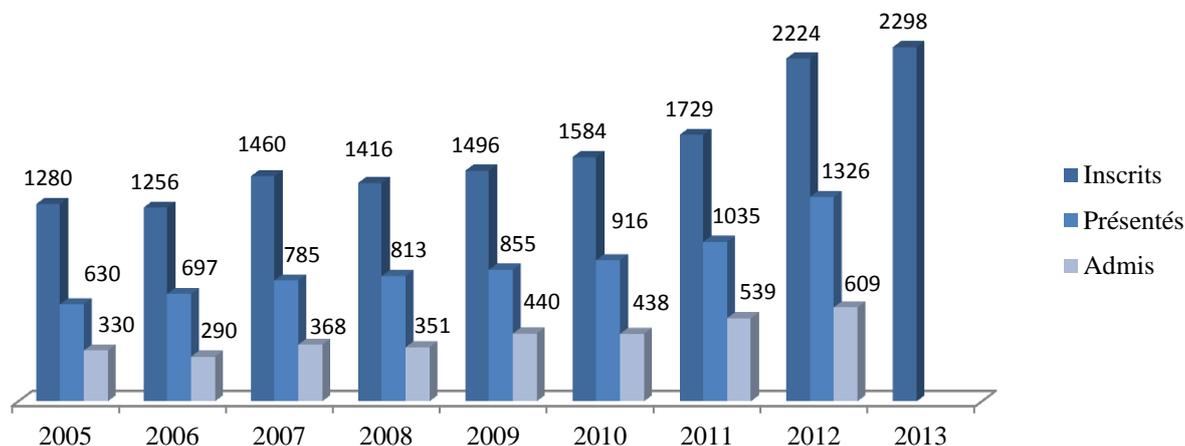
Sauf exception, les chiffres figurant dans la colonne « inscrits » correspondent au nombre d'inscrits sur le plan administratif, c'est-à-dire le nombre d'étudiants inscrits à l'IEJ.

Les pourcentages figurant dans la colonne « présentés » correspondent au ratio entre le nombre de candidats qui ont effectivement passé l'examen et le nombre de candidats inscrits sur le plan pédagogique (c'est-à-dire ayant indiqué, après leur inscription administrative à l'IEJ, qu'ils souhaitent passer l'épreuve du CRFPA). Autrement dit, la décote réelle entre le nombre de candidats qui se sont inscrits dans un IEJ et le nombre d'étudiants qui se sont effectivement présentés à l'examen est encore plus grande. Elle avoisine souvent 50%.

Enfin, pour l'ensemble des graphiques ci-après, il est précisé que le pourcentage de réussite à l'admission est établi sur la base du nombre de candidats qui se sont présentés de manière effective à l'examen (et non pas sur la base du nombre de candidats inscrits sur le plan administratif ou pédagogique).

1.1- UNIVERSITÉS DE PARIS INTRA MUROS

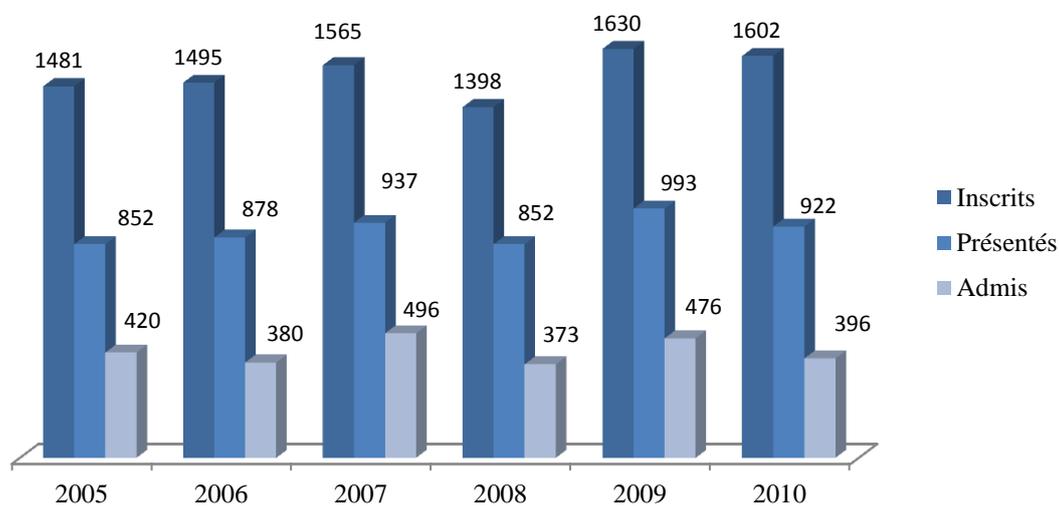
1.1.1 - Université Paris I



Année	Inscrits	Présentés	Présentés % (sur inscrits pédagogiques)	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2005	1280	630	66%	330	52.5%
2006	1256	697	65%	290	41.5%
2007	1460	785	65.5%	368	47%
2008	1416	813	57.42%	351	43.17%
2009	1496	855	57.15%	440	51.46%
2010	1584	916	57.83%	438	47.82%
2011	1729	1035	59.86%	539	52.08%
2012	2224	1326	59.62%	609	45.93%
2013	2298				

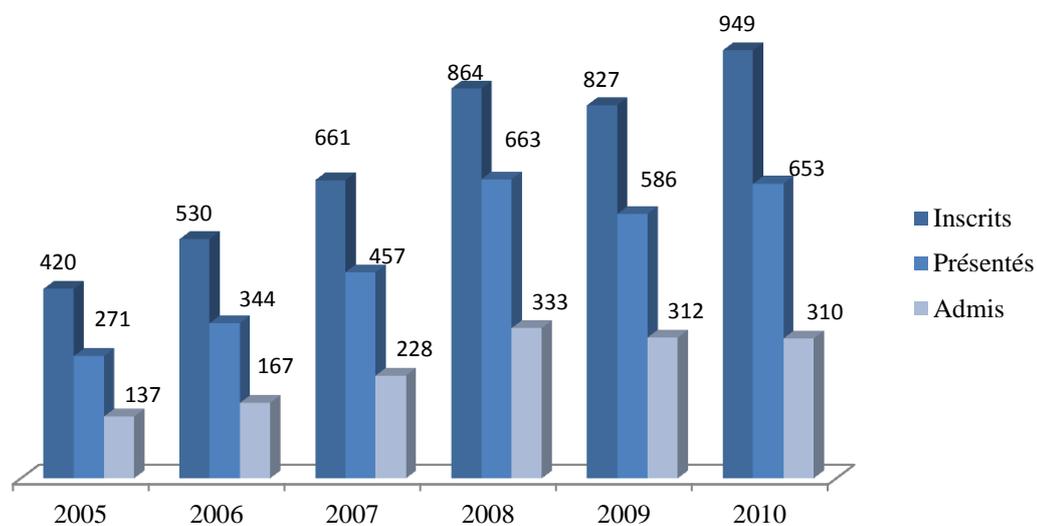
Il convient de rappeler que le nombre d'inscrits était de 1254 en 2000, pour un taux de réussite de 38,56% et un nombre de reçus de 268 étudiants (contre 609 en 2012 et un nombre sans doute similaire en 2013), soit une augmentation de 127%.

1.1.2 - Université Paris II



Année	Inscrits	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2005	1481	852	77.5%	420	49%
2006	1495	878	79%	380	43%
2007	1565	937	80.5%	496	53%
2008	1398	852	83%	373	44%
2009	1630	993	83.02%	476	47.9%
2010	1602	922	79.82%	396	41.9%

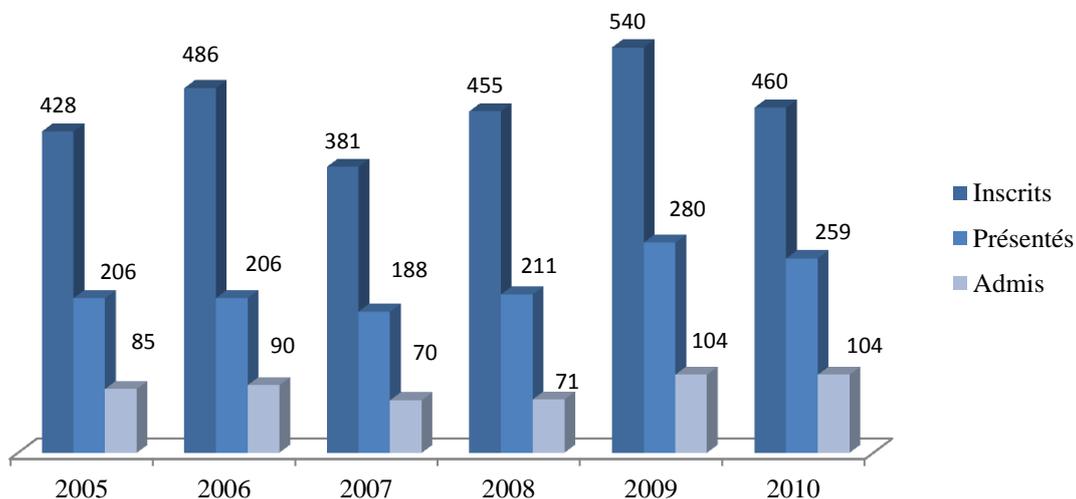
1.1.3 - Université Paris V



Année	Inscrits	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2005	420	271	65%	137	50.5%
2006	530	344	66%	167	48.5%
2007	661	457	72%	228	50%
2008	864	663	78%	333	50%
2009	827	586	72.70%	312	53.24%
2010	949	653	71.13%	310	47.47%

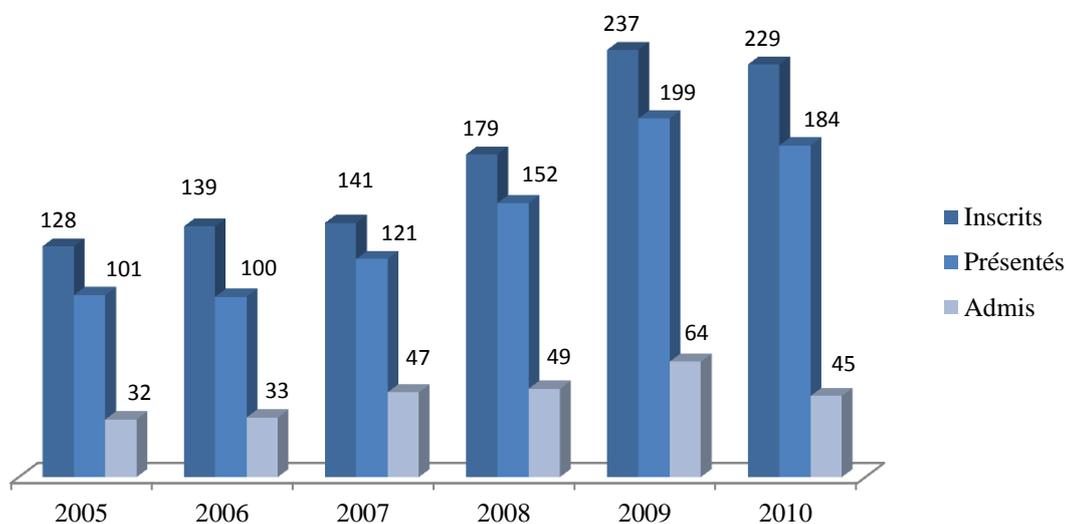
1.2- UNIVERSITÉS D'ÎLE DE FRANCE

1.2.1 - Université Paris XI Sceaux



Année	Inscrits	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2005	428	206	67%	85	41%
2006	486	206	69%	90	43.5%
2007	381	188	66.5%	70	37%
2008	455	211	54%	71	33.5%
2009	540	280	60.86%	104	37.14%
2010	460	259	57.04%	104	40.15%

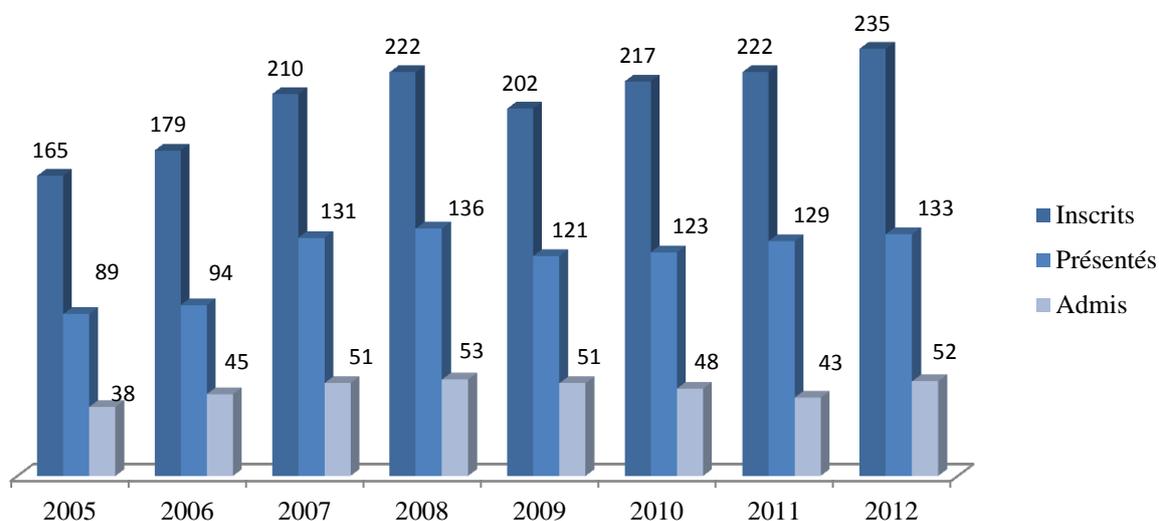
1.2.2 - Université Paris XII (Université Paris Est Créteil)



Année	Inscrits ¹	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2005	128	101	79%	32	31.5%
2006	139	100	72%	33	33%
2007	141	121	86%	47	39%
2008	179	152	85%	49	32%
2009	237	199	83.96%	64	32.16%
2010	229	184	81.65%	45	24.59%

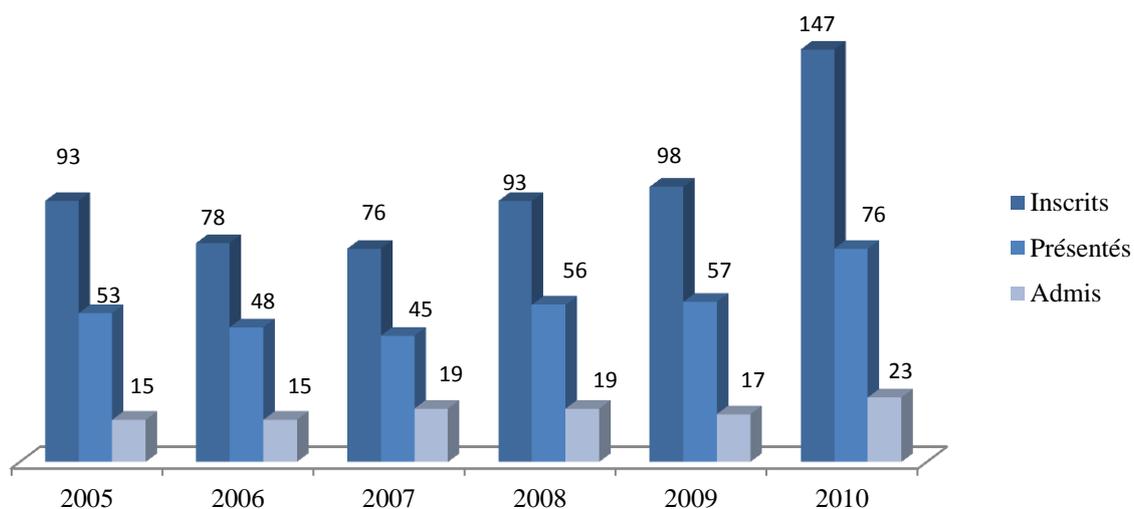
¹ Exceptionnellement il s'agit non des inscrits à l'IEJ mais des inscrits à l'examen

1.2.3 - Université Paris XIII (Université Paris Villetaneuse)



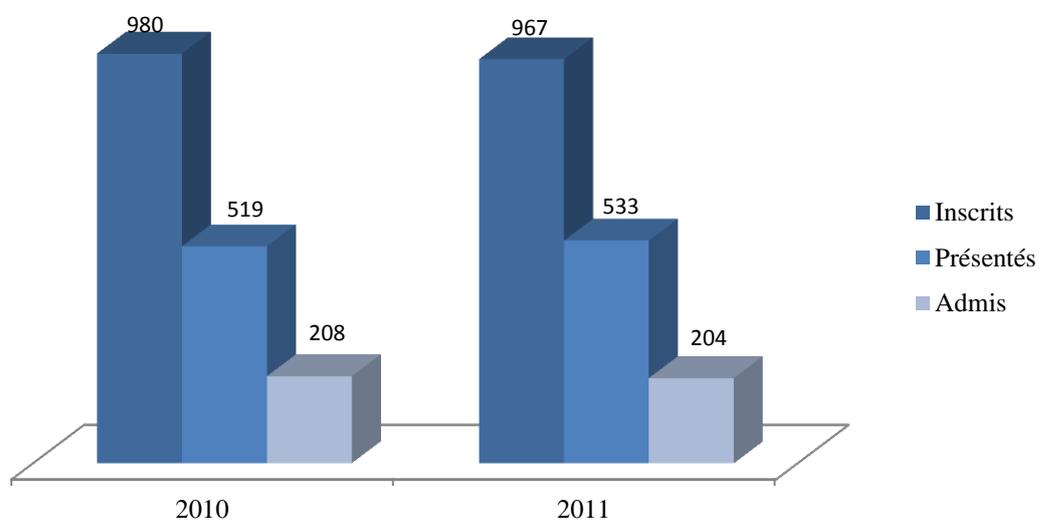
Année	Inscrits	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2005	165	89	75.5%	38	42.5%
2006	179	94	70.5%	45	48%
2007	210	131	75%	51	39%
2008	222	136	68%	53	39%
2009	202	121	69.14%	51	42.14%
2010	217	123	56.68%	48	39.02%
2011	222	129	58,10%	43	33.33%
2012	235	133	56,59%	52	39.10%

1.2.4 - Université d'Evry Val d'Essonne



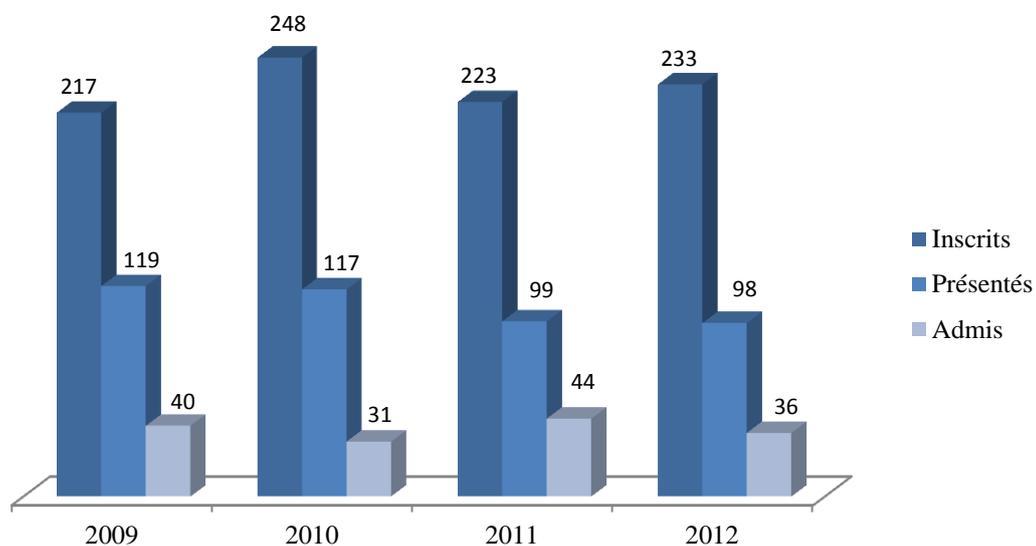
Année	Inscrits	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2005	93	53	77%	15	28.5%
2006	78	48	78.5%	15	31%
2007	76	45	75%	19	42%
2008	93	56	82.5%	19	34%
2009	98	57	71.25%	17	29.82%
2010	147	76	74.50%	23	30.26%

1.2.5 - Université Paris X Nanterre



Année	Inscrits	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2010	980	519	52.95%	208	40%
2011	967	533	55.11%	204	38.72%

1.2.6 - Université de Cergy Pontoise



Année	Inscrits	Présentés	Présentés %	Admis	Taux de réussite (sur candidats présentés)
2009	217	119	54,83%	40	33.61%
2010	248	117	47.17%	31	26.49%
2011	223	99	44.39%	44	44.00%
2012	233	98	42.06%	36	37.5%

II - EFB

La progression importante du nombre d'étudiants inscrits dans les IEJ a un impact direct sur les effectifs de l'EFB :



Sources : EFB - Site Internet

La promotion de l'EFB en 2000 réunissait 970 élèves avocats, tandis que celle de 2009 en réunissait 1351. En ce qui concerne les toutes dernières promotions, la promotion Dominique de la Garanderie (qui vient de passer le CAPA) réunit **1722** élèves tandis que la promotion Robert Badinter (entrée en janvier 2013 à l'EFB) réunit **1733** élèves.

Le nombre d'élèves actuellement inscrits à l'EFB rend l'organisation de l'enseignement plus problématique car la division en séries, si elle répondait à une volonté légitime de ventiler harmonieusement les enseignements sur 18 mois, ne permet plus d'offrir un enseignement homogène. Le grand amphithéâtre ne suffit plus et nombre d'élèves doivent suivre les cours via des relais vidéo situés dans des salles dédiées, ce qui prive l'élève d'un contact direct avec l'enseignement dans le cadre du cours magistral. En ce qui concerne les ateliers de foisonnement, particulièrement appréciés des élèves avocats, la multiplication des groupes ou leur agrandissement nuit selon ces derniers à la qualité du suivi des cas pratiques, à leur correction et à l'assimilation des conseils prodigués par les enseignants.

Il convient de rajouter que le caractère très faiblement sélectif de l'examen du CAPA (99,7% d'admis en 2012) fait du CRFPA la véritable épreuve de sélection et d'accès à la profession d'avocat. En outre, ne sanctionnant pas l'enseignement et la formation suivis à l'EFB, le CAPA participe du sentiment général de

désintérêt à l'égard de l'EFB, dont l'enseignement est décrédibilisé par un examen final qui ne véhicule ni crainte, ni prestige, et qui n'est d'ailleurs remis sans aucune forme de solennité.

Les critiques formulées par les élèves avocats sont variées mais peuvent être rassemblées autour des thématiques suivantes :

- Longueur de l'enseignement : les 18 mois actuels sont considérés comme trop longs ;
- Absence d'homogénéité de la qualité de l'enseignement : de très bons enseignants et de beaucoup moins bons, d'où un sentiment d'arbitraire dans l'allocation des équipes pédagogiques ;
- Absence d'homogénéité du discours sur la profession : de nombreux élèves évoquent des propos globalement décourageants de la part de plusieurs enseignants sur le dynamisme de la profession et la capacité de celle-ci à apporter épanouissement et enrichissement à chacun (profession congestionnée, absence de débouchés, chute des revenus, menaces sur le périmètre) ;
- Absence d'un discours fraternel sur la diversité de l'exercice dans la profession : de nombreux élèves stigmatisent des discours anxiogènes qui ont tendance à provoquer des prises de position antagonistes entre les différentes formes d'exercice et les différents statuts qui existent dans la profession : associés vs. collaborateurs, exercice individuel vs. cabinets structurés, droit des personnes vs. droit des affaires.

Ces critiques ne sont pas traitées en tant que tel par la réforme de l'accès initial appelée de nos vœux. Mais il est important d'évoquer le contexte dans lequel ces réflexions sont menées car la déception exprimée par beaucoup d'élèves doit nous amener à leur proposer une solution globale, tenant compte de la réforme de l'accès initial, du contenu pédagogique de l'enseignement à l'EFB et de l'examen du CAPA. Les attentes des élèves et des futurs élèves sur la valorisation de l'enseignement sont donc importantes et la réforme de l'accès initial peut permettre de contribuer à cette revalorisation de l'école.

Mais, ce qui est plus préoccupant encore : nous avons été interpellés à plusieurs reprises, à diverses occasions, par des élèves avocats qui, légitimement préoccupés par les difficultés qu'ils rencontrent pour trouver une collaboration, estiment qu'il relève de la responsabilité de l'Ordre d'anticiper les besoins et les contraintes macro-économiques de la profession afin de mieux réguler l'accès à celle-ci. Ce type de griefs n'était que très incidemment exposé auparavant.

III – INTÉGRATION À LA PROFESSION

L'intégration des titulaires du CARPA à la profession progresse de manière proportionnelle. Les données communiquées par le service de l'exercice professionnel sont rassemblées dans le tableau ci-après :

Année d'inscription au Barreau de Paris	Nombre de titulaires du CAPA inscrits au Barreau de Paris	Augmentation de l'effectif du Barreau en tenant compte des départs (autre barreau/omission/démission)	Evolution de l'augmentation N+1 de l'effectif du Barreau (%)
2002	1050 (398 hommes et 652 femmes)	716	
2003	1161 (457 hommes et 704 femmes)	807	+12.7%
2004	1314 (524 hommes et 790 femmes)	902	+11.77%
2005	1340 (512 hommes et 828 femmes)	989	+9,64%
2006	1413 (512 hommes et 901 femmes)	1068	+7.98%
2007	873 (277 hommes et 596 femmes)	658	-40%
2008	1375 (462 hommes et 913 femmes)	1128	+71.42%
2009	1019 (357 hommes et 662 femmes)	891	-22%
2010	1313 (412 hommes et 901 femmes)	1211	35.91%
2011	1539 (500 hommes et 1039 femmes)	1497	23.61%
2012	1532 (528 hommes et 1004 femmes)	1402	-7,35%

Source : Service de l'Exercice Professionnel

Le premier enseignement de ce tableau est que le nombre d'inscrits CAPA chaque année au barreau de Paris (2^{ème} colonne à partir de la gauche) augmente de manière constante, et en respectant un pourcentage d'environ 10% ; augmentation qui se traduit également lors de l'analyse de l'augmentation « nette » des effectifs du barreau (2^{ème} colonne à partir de la droite). Il n'existe malheureusement pas d'étude permettant

de mesurer la durée nécessaire à la profession pour intégrer une promotion de l'EFB. Mais le tableau ci-dessus démontre l'augmentation très sensible (+ 100% en 10 ans) du nombre d'inscrits chaque année au barreau de Paris.

Dans ces conditions, et compte tenu de la constance de l'augmentation constatée ci-dessus, il ne serait pas incohérent d'envisager une évolution de l'augmentation de l'effectif net de +100 avocats chaque année, à partir de la base « 1400 avocats » de 2012. En résumé, l'augmentation de l'effectif net de la profession serait incrémentée de +100 avocats (ce qui demeure une projection protectionniste). Dans ces conditions, le barreau de Paris pourrait voir le nombre net d'inscrits supplémentaires (inscrits CAPA, hors accès dérogatoires) atteindre 1400 + 1500 + 1600 + 1700 + 1800 = 8.000 inscrits supplémentaires en 5 ans, et ainsi atteindre 33.000 avocats en 2018. Le Barreau d'avocat pourrait donc atteindre 35.000 avocats en 2020.

A titre d'information, le tableau d'admission au titre des accès dérogatoires (articles 97, 98, 99, 100 et directive 98/5/CE) révèle une augmentation importante et soudaine (2009) puis une stagnation:

Années	Total des accès dérogatoires (articles 97, 98, 99, 100 et directive 98/5/CE)
2008	185
2009	174
2010	284
2011	282
2012	243

Source : Service de l'Exercice Professionnel

IV – L’UN DES POSSIBLES IMPACTS DE L’AUGMENTATION DU NOMBRE D’ENTRANTS : LA STAGNATION DES REVENUS DU JEUNE AVOCAT

Nous avons sollicité du service de l’exercice professionnel la communication du revenu moyen des avocats par année de prestation de serment. Les résultats sont les suivants :

Pour les avocats ayant prêté serment en 2008

25.646 EUR en 2008
40.675 EUR en 2009
39.667 EUR en 2010
42.828 EUR en 2011
48.998 EUR en 2012

Pour les avocats ayant prêté serment en 2009

24.300 EUR en 2009
38.344 EUR en 2010
39.848 EUR en 2011
42.915 EUR en 2012

Pour les avocats ayant prêté serment en 2010

24.882 EUR en 2010
38.578 EUR en 2011
39.197 EUR en 2012

Pour les avocats ayant prêté serment en 2011

24.844 EUR en 2011
40.567 EUR en 2012

Pour les avocats ayant prêté serment en 2012

25.609 EUR en 2012

Source : Service de l’Exercice Professionnel

L’analyse de ces chiffres, conçus certes sur une moyenne strictement arithmétique et non pas sur une modélisation gaussienne, témoigne d’une forme de stagnation des revenus moyens de la profession au cours des dernières années, voire même d’une baisse cumulée puisque le revenu moyen de première année d’exercice n’a pas atteint en 2009, 2010, 2011 ou 2012, le niveau qu’il avait pu avoir en 2008.

Certes la baisse n’est pas significative, mais elle témoigne d’un ralentissement de la courbe des revenus. S’agit-il de la conséquence d’une demande trop importante ? Il est difficile de l’affirmer, mais cela pourrait constituer une explication parfaitement raisonnable du phénomène, notre profession n’absorbant pas totalement ni immédiatement les nouveaux arrivants, ce qui crée en outre, nécessairement, une précarité chez les plus anciens diplômés du CAPA encore en recherche de collaboration.

V - RÉFORME DE L'ACCÈS INITIAL

Il est indispensable d'aborder de manière responsable les tendances évoquées ci-dessus, qui vont avoir un impact direct sur la démographie de notre barreau, l'intégration et l'épanouissement de nos plus jeunes confrères, l'évolution des carrières et des revenus des avocats et le régime de protection et de retraites.

En l'état actuel, force est de constater que ce sont les Universités qui décident des conditions d'accès à la profession. Elles bénéficient à cet égard d'une grande autonomie organisationnelle depuis la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007, dite loi Pécresse, portant sur l'autonomie des Universités (notamment sur le plan budgétaire puisque les Universités peuvent désormais gérer 100% de leur budget, contre 25% préalablement, en faisant également plus facilement appel à des fonds privés).

Elles n'ont donc a priori aucune raison de limiter l'accès aux IEJ, qui constituent d'importantes sources de revenus, étant également rappelé que les Universités ont également choisi d'investir récemment le marché lucratif des « Prépas d'été » pour le CRFPA et proposer à leur tour des formations intensives pour leurs étudiants (Paris II et Paris I proposent ces formations dont le coût avoisine 450 euros).

A cet égard il est intéressant de constater que dans une espèce récente, le tribunal administratif de Paris a été saisi d'un recours formé par la société Capavocat (qui organise une préparation privée à l'examen d'entrée au CRFPA), à l'encontre de l'Université Paris II Assas qui, aux côtés des éditions Lextenso, avait choisi de proposer aux étudiants une préparation analogue.

Le Tribunal administratif de Paris a estimé que les dispositions du code de l'éducation, et notamment son article L. 711-1 qui encadre la création de filiales, n'autorisent pas une Université à externaliser ainsi des activités de formations conduisant à des diplômes qui leur sont propres ou préparant à des examens ou des concours. L'article L. 613-2 du même code prévoit, en effet, que ces activités sont organisées sous sa responsabilité. Le Tribunal a jugé qu'en l'espèce, en prenant en considération l'importance des préparations estivales dans la préparation de l'examen d'entrée à l'EFB, et malgré sa brièveté, une telle préparation constitue bien une formation préparant à un examen au sens de l'article L. 613-2. Le Tribunal a donc annulé les décisions attaquées de l'Université et enjoint à celle-ci de dissoudre la société Assas Lextenso formations dans un délai de six mois.²

² Tribunal administratif de Paris, 29 octobre 2013, SARL Capavocat, n° 1217449 – source : communiqué de presse du Tribunal administratif de Paris

Il est donc impératif d'associer les Universités à cette réflexion, qui doit nécessairement porter vers une sélection plus grande à l'entrée de notre profession et une valorisation du CRFPA et, partant, de la formation initiale et du CAPA. C'est d'ailleurs le sens du rapport présenté au CNB par Didier Chambeau et Georges Teboul et voté par le CNB.

Il sera préalablement rappelé que dans son organisation actuelle, prévue par l'arrêté du 11 septembre 2003 « fixant le programme et les modalités de l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle d'avocats », l'épreuve du CRFPA est divisée en deux phases : une phase d'admissibilité et une phase d'admission :

La phase d'admissibilité, phase écrite, comprend 3 épreuves:

- Une note de synthèse (5 heures - coefficient 2) ;
- Une seule et même épreuve de composition juridique réunissant en 5 heures un sujet de droit des obligations (coefficient 1) et un sujet de procédure (civile, pénale ou administrative, au choix des étudiants) (coefficient 1) ;
- Une épreuve juridique à caractère pratique, également appelée « épreuve de spécialisation », librement choisie par l'étudiant parmi les 11 matières suivantes (3 heures - coefficient 2): droit des personnes et de la famille, droit patrimonial, droit pénal général et spécial, droit administratif, droit commercial et des affaires, procédures collectives et sûretés, droit public des activités économiques, droit du travail, droit international privé, droit communautaire et européen, droit fiscal des affaires.

La phase d'admission, phase orale, comprend au moins trois épreuves :

- Un oral de langue étrangère (10 minutes - coefficient 1) ;
- Un Grand oral en droit des libertés et des droits fondamentaux – 30 mn (coefficient 3) ;
- Un oral sur une matière juridique portant sur l'une des 11 matières aux choix pour l'épreuve écrite pratique, étant précisé que la même matière ne peut être choisie à l'écrit et à l'oral (15 min – Coefficient 2) ;
- Le cas échéant, des oraux techniques de procédure ou à caractère financier pouvant porter, sur diverses matières (procédures civiles d'exécution, procédure communautaire et européenne, comptabilité privée, finances publiques). Ces oraux sont susceptibles de dispense (10 minutes - coefficient 1).

Les propositions formulées au terme de ce rapport s'articulent autour de deux axes : (i) homogénéiser l'épreuve et en transférer l'organisation au barreau de Paris, et de manière plus générale à tous les barreaux de France, et (ii) rendre l'épreuve plus sélective en rationalisant son contenu.

4.1 - CRÉATION D'UN EXAMEN NATIONAL

Il semble tout d'abord indispensable d'élargir et d'harmoniser l'ensemble de l'épreuve du CRFPA afin d'éviter le cas échéant des situations d'incohérences de niveaux, mais également d'éviter un forum shopping qui consiste pour certains étudiants à rechercher l'IEJ qui serait prétendument plus bienveillant.

Nous recommandons que l'examen d'entrée au CRFPA devienne un examen national, organisé le même jour, sur la base de même sujet, pour tous les candidats en France. Une telle organisation est matériellement possible. Les outils numériques permettraient de s'assurer d'une diffusion coordonnée des sujets dans toute la France ainsi que d'une meilleure préservation de la confidentialité de ces sujets. Le contenu pédagogique de l'examen serait conçu par une équipe unique composée de professeurs de droit et d'avocats issus de plusieurs Universités et barreaux de toute la France. Le système de double correction demeurerait localisé comme c'est le cas actuellement. Les examens pourraient avoir lieu dans des Universités ou des centres d'examen répartis sur tout le territoire.

En outre, la solennité supplémentaire inhérente à une épreuve organisée dans une unité de temps, apporterait un plus grand prestige et une plus grande crédibilité à l'examen d'entrée au CRFPA, et participerait de l'unité de la profession.

4.2 – TRANSFERT VERS LES BARREAUX DE L'ORGANISATION DE L'EXAMEN, AVEC LE CONCOURS DES UNIVERSITES

Mais plus important encore que la seule organisation administrative d'un même examen, de même contenu, dans une même unité de temps, **nous proposons que l'examen d'entrée dans les CRFPA soit organisé par la profession elle-même**, qui en aurait désormais la responsabilité, avec le concours pédagogique des Universités. Le barreau de Paris et, idéalement les autres barreaux de France, devront participer financièrement à l'organisation d'un examen aussi ambitieux (location de centres d'examen, défraiement des équipes de surveillants, mobilisation d'équipes de correcteurs, péréquation et traitement administratif du projet etc.). Il nous semble que c'est le meilleur moyen, et sans doute le seul, d'offrir aux barreaux la possibilité de mieux réguler la profession en fonction des chiffres, tendances et projections qu'elle doit nécessairement faire sur son évolution, ses performances et sa compétitivité.

En ce qui concerne le coût d'un tel examen, nous avons pu interroger plusieurs présidents d'IEJ qui nous ont indiqué que le coût consolidé de l'organisation annuelle de l'examen d'entrée dans les CRFPA est d'environ 2.000.000 EUR. Il s'agit d'une estimation nationale, qui doit être affinée. A ce stade, nous recommandons qu'une étude d'impact soit confiée aux services de l'Ordre et de l'EFB afin que, en concertation avec les IEJ, une estimation précise du coût de l'organisation d'un tel examen par le barreau de Paris soit effectuée.

4.3 – LIMITATION DU NOMBRE DE PASSAGE DU CRFPA

Les étudiants disposent actuellement de trois tentatives de passage du CRFPA. La computation de ces tentatives se fait à partir du nombre de présentation effective à l'épreuve, et non à partir de l'inscription administration ou pédagogique à l'IEJ.

En résumé, un étudiant peut s'inscrire 5 années de suite à l'IEJ, puis, au cours de ces 5 années, s'inscrire pédagogiquement 4 fois à l'examen et le passer finalement 2 fois. Au terme de ces 5 inscriptions, il lui restera la possibilité de passer l'examen encore une fois. En résumé si le nombre de passage effectif est limité, le nombre d'inscriptions aux IEJ est théoriquement illimité.

Cette souplesse profite naturellement aux Universités qui perçoivent ainsi davantage de revenus tirés des frais d'inscription à l'IEJ. Mais cette souplesse nous semble excessive en ce qu'elle dévalorise l'examen, en le transformant en une épreuve quasi facultative dès l'instant où l'étudiant ne se sent pas prêt à l'affronter.

Nous constatons d'ailleurs une très forte décote entre le nombre d'inscrits à l'IEJ et le nombre de personnes qui présentent effectivement l'épreuve.

Nous proposons de limiter à deux le nombre de présentations effectives à l'examen, au lieu de trois actuellement.

L'objectif est ici de valoriser l'examen et en même temps le rendre plus sélectif. La voie de la profession ne serait bien évidemment pas interdite définitivement à celle ou celui qui aurait échoué deux fois puisque les accès dérogatoires pourront utilement être empruntés. Mais il nous semble que la limitation du nombre de passages à l'EFB participe des objectifs recherchés.

4.4 – SUPPRESSION DE L'EPREUVE DE SPECIALISATION LORS DE LA PHASE D'ADMISSIBILITE

L'examen des résultats obtenus lors de la phase d'admissibilité démontre que la trop grande complexité de l'épreuve nuit à l'efficacité de son traitement et de sa sanction. Alors qu'il s'agit d'identifier et de

sanctionner des qualités d'analyse (note de synthèse) et une bonne connaissance des grands principes du droit des obligations et de la procédure (épreuve de composition), ce sont souvent les matières choisies dans le cadre de l'épreuve juridique à caractère pratique qui permettent à des étudiants qui ont eu des notes très médiocres aux épreuves initiales d'être finalement admissibles. Cette complexification de l'épreuve générale, qui rend d'ailleurs la péréquation encore plus difficile (tant elle introduit de paramètres liés à la nature plus ou moins difficile des sujets cette année-là pour chacune des matières, à la sévérité réelle ou supposée des correcteurs sur telle matière, etc.), nuit à la lisibilité de l'épreuve. **Nous recommandons de supprimer l'épreuve juridique à caractère pratique** (article 3-6° de l'arrêté de 2003) afin de rendre l'épreuve sélective sur les matières les plus indispensables à l'étudiant en prévision de sa formation professionnelle au sein de l'EFB. C'est un souhait qui a d'ailleurs été exprimé par plusieurs universitaires avec lesquels nous avons pu évoquer ces sujets.

4.5 – SUPPRESSION DE L'ÉPREUVE DE SPECIALISATION LORS DE LA PHASE D'ADMISSION

Poursuivant le même objectif de rationalisation de l'épreuve et afin d'éviter que les calculs d'optimisation de moyennes – rendus possibles par la multiplication des épreuves – permettent à des étudiants ayant obtenu des notes trop médiocres aux principales épreuves écrites d'être jugés admissibles, **nous recommandons d'étendre par souci de cohérence la suppression de l'oral de matière juridique à la phase d'admission** (article 8-2° de l'arrêté de 2003). Une telle mesure sera susceptible de restituer au « grand oral » le rôle qui est le sien et de faire de la phase d'admission une véritable phase de sélection.

4.6 – FIXATION D'UNE MOYENNE GÉNÉRALE A 12/20 POUR LA PHASE D'ADMISSION

Nous proposons que la moyenne générale nécessaire pour l'étudiant au terme de la phase d'admission (par opposition à la phase d'admissibilité) soit de 12/20 et non plus de 10/20.

En effet, l'analyse des chiffres communiqués démontre que si la phase d'admissibilité est sélective, la phase d'admission ne l'est plus. Ce phénomène est lié à un système de compensation entre les notes obtenues au titre de l'admissibilité et celles obtenues au titre de l'admission. Il peut être constaté que la quasi-totalité des candidats admissibles obtiennent leur admission. Or il semble indispensable que la sélection porte sur l'ensemble de l'épreuve et non strictement sur les épreuves écrites.

4.7 – NOTE ELIMINATOIRE AU « GRAND ORAL »

La construction actuelle, complexe, de l'examen du CRFPA permet à un candidat d'optimiser arithmétiquement ses chances d'obtenir son admission notamment par le biais des oraux dits « techniques » et de l'épreuve de langue. Si l'épreuve de langue nous semble indispensable en ce que son existence incite les étudiants à étudier une langue étrangère au cours de leurs études de droit, elle ne doit pas permettre d'effacer une note médiocre obtenue à la principale épreuve de la phase d'admission, le « grand oral ».

Nous proposons d'instituer une note éliminatoire de 7/20 au « grand oral », lors de la phase d'admission. La participation aux jurys du CRFPA dans les IEJ des Universités de Paris nous a donné l'occasion de constater que le mécanisme de calcul et de coefficient permet à de nombreux étudiants d'être admis alors même que la note obtenue lors de l'épreuve du grand oral est très mauvaise (5/20 par exemple). Or la connaissance des grandes règles de procédure, des libertés publiques, la capacité d'appréhender la jurisprudence européenne en matière de conventionalité, l'analyse de la constitutionnalité rendue indispensable par l'introduction de la QPC, constituent autant de sujets dont le futur avocat doit avoir une bonne connaissance, quel que soit son mode d'exercice envisagé. Seule une note éliminatoire est de nature à astreindre l'étudiant à une meilleure préparation sur des sujets aussi essentiels.

Les 7 propositions :

- Création d'un examen national ;**
- Transfert vers les barreaux de l'organisation de l'examen, avec le concours des Universités ;**
- Limitation du nombre de passages de l'examen d'entrée au CRFPA ;**
- Suppression de l'épreuve écrite de spécialisation lors de la phase d'admissibilité ;**
- Suppression de l'épreuve orale de spécialisation lors de la phase d'admission ;**
- Fixation d'une moyenne générale à 12/20 pour la phase d'admission ;**
- Instauration d'une note éliminatoire au grand oral.**

CONCLUSION

Le débat engagé sur la réforme de la formation est indispensable.

Il exige d'apporter une réponse globale sur les différents aspects de la formation : de l'accès initial à la réforme du CAPA. Le caractère libéral de notre profession ne serait pas menacé par la réforme proposée. Celle-ci contribuerait au contraire à valoriser l'accès initial et, partant, la profession toute entière.

Mais il nous semble indispensable de mener ce débat et cette réflexion avec la plus grande pédagogie afin que le débat ne soit pas altéré par des réflexions passionnelles sur de prétendus réflexes corporatistes, protectionnistes ou malthusiens.

Il nous semble donc indispensable de diffuser au plus grand nombre de confrères les éléments contenus dans la présente étude et de profiter des prochaines échéances électorales afin de mener une campagne d'information sur cette réforme et de mettre en œuvre une grande concertation sur ces questions.

Les avocats du barreau de Paris ne pourront envisager de modifier les conditions d'accès à la profession que s'ils s'estiment pleinement informés des problématiques et chiffres évoqués dans ces pages. En outre, compte tenu des efforts qui sont sollicités (sur le plan financier comme sur le plan de notre organisation) et afin qu'un projet aussi ambitieux soit mené, il est nécessaire de pouvoir compter sur la mobilisation de chacun. C'est donc un projet collectif. Il doit être exprimé, conçu, présenté et mis en œuvre comme tel.